



Palestine : Appels aux travailleurs et travailleuses de France et à leurs organisations



Alors que la trêve fragile a été entamée, il est à craindre que si la pression de s'intensifie pas, l'armée israélienne poursuivra son ballet de mort. La population de Gaza et de Cisjordanie est, de fait, poussée à se réfugier hors de Palestine, pour une nouvelle Nakba.

Seul le soutien inconditionnel des puissances impérialistes états-unienne et européenne permet à cette logique génocidaire et fasciste de se perpétuer. Pendant près d'un siècle, elles ont laissé l'Etat d'Israël agir en toute impunité, dans le seul but de préserver leurs intérêts géopolitiques et économiques dans cette région du monde la plus riche en ressources pétrolières et située au carrefour de toutes les routes maritimes et terrestres entre les continents européens, africain et asiatique. Ce soutien actif pourrait bien représenter aujourd'hui la principale menace contre la paix et la sécurité internationales.

Les peuples du monde entier se mobilisent contre cette effroyable opération d'épuration ethnique et ce, à un niveau sans précédent, marquant ainsi une prise de conscience généralisée. Des manifestations gigantesques ont lieu un peu partout, y compris dans les pays occidentaux. En Grèce, Italie, Espagne, Royaume-Uni, Belgique ou aux USA même, les syndicats s'opposent concrètement à ce massacre en bloquant la production et le transport de matériel militaire à destination d'Israël.

En France, le peuple se mobilise également mais force nous est de constater que l'implication des centrales syndicales n'est pas aussi importante qu'ailleurs. Bien sûr, depuis le début du bombardement de Gaza, la CGT a signé, avec d'autres organisations, de nombreux appels à manifester et nombre de ses militants ont subi la répression et les menaces, voire des arrestations, comme **Jean-Paul Delescaut**. Bien sûr, certaines de ses organisations sont très impliquées dans la campagne BDS et les syndicats CGT de dockers, dans nombre de ports, refusent de charger les armes à destination d'Israël. Bien sûr, dans de nombreux endroits, les structures interprofessionnelles sont à l'initiative de la mobilisation.

Mais peut-on dire pour autant que l'ensemble du mouvement progressiste de France construisent concrètement la mobilisation à la hauteur de la situation ?

Il refuse encore, à quelques exceptions notables, de s'inscrire dans la campagne BDS et les centrales syndicales n'ont encore lancé aucun appel national aux blocages des échanges économiques avec Israël.

Le gouvernement et les entreprises françaises sont pourtant directement complices de ce massacre. La France est parmi les premiers fournisseurs d'armement à l'Etat d'Israël. Ces 10 dernières années, elle lui a vendu pour plus de 200 millions d'euros d'armes, armes qui servent aujourd'hui à massacrer le peuple palestinien. Les échanges économiques dans tous les domaines entre les deux pays sont, quant à eux, en hausse constante. Les syndicats auraient

donc de grandes marges de manœuvre pour organiser la résistance concrète contre le soutien de Macron et des multinationales françaises à l'Etat sioniste.

Que dire du silence de la CES¹ à ce sujet ? Alors même que l'UE est un partenaire privilégié d'Israël, qu'elle a signé avec lui un accord d'association intégrant la coopération dans de nombreux domaines tels que la recherche scientifique ou le domaine spatial, ne pourrait-elle pas organiser la coordination des syndicats qui en sont membres pour rendre plus efficace les actions des syndicats nationaux ?

Au contraire, l'appartenance des centrales syndicales à la CES et la CSI² implique une rupture des liens avec les syndicats palestiniens engagés dans la résistance et plus généralement, les syndicats de travailleurs de l'ensemble du Proche et du Moyen Orient au profit d'une coopération dans la CSI avec le syndicat israélien Histadrout, dont nous connaissons pourtant les liens étroits avec la politique criminelle de l'Etat d'Israël depuis sa création. En effet, cette centrale a participé activement à la Naqba, a toujours soutenu le régime d'apartheid et les bombardements de la population palestinienne. Elle a également promu l'exclusion de la main-d'œuvre et de la production palestinienne en faveur de la population israélienne. Dans la situation actuelle, **la moindre des choses ne serait-elle pas de rompre avec l'Histadrout et de pousser la CES à faire de même ?** De reprendre contact avec les syndicats palestiniens de lutte pour organiser concrètement la solidarité dans la bande de Gaza et en Cisjordanie ?

Cela contraste avec le soutien que la FSM³ apporte au peuple palestinien avec l'action de ses syndicats affiliés et qui annonce **pour le 29 novembre une journée internationale de solidarité.**

En France, les centrales syndicales sont les principales forces capables d'imposer, par des actions concrètes, l'exigence d'un cessez-le-feu immédiat et sans condition à notre gouvernement et nos entreprises. Elles sont les principales forces capables, en **bloquant de facto les échanges commerciaux entre les entreprises françaises et l'Etat d'Israël**, de contraindre l'UE à rompre leurs accords de coopération économique et scientifique.

C'est pourquoi nous appelons les directions de toutes les centrales syndicales françaises à assumer la responsabilité qui leur incombe et d'appeler toutes leurs bases à s'opposer, par tous les moyens à leur disposition, à la complicité de notre pays au massacre en cours et à organiser la solidarité concrète avec le peuple héroïque de Palestine. Alors seulement, ils renoueront avec le véritable internationalisme ouvrier dont les syndicalistes français, et la CGT en particulier, ont été, historiquement, parmi les plus fidèles artisans !

Le 26/11/2023

¹ Confédération Européenne des Syndicats

² Confédération Syndicale Internationale

³ Fédération Syndicale Mondiale